

# COMMUNIQUÉ DE PRESSE



## WOLTERS KLUWER FRANCE : LICENCIEMENTS BOURSIERS CHEZ UN ÉDITEUR DE DROIT SOCIAL

**Mardi 2 juin prochain, la direction de Wolters Kluwer France (WKF – Lamy, Liaisons, Point véto, Cicéron, Clior, Heliaste, Val informatique, AFL, Dalian) convoque un comité d'entreprise extraordinaire pour annoncer un plan de restructuration de l'entreprise.** Voilà maintenant six mois que les salariés vivent avec cette épée de Damoclès au-dessus de leur tête, suite à l'annonce par Xavier Gandillot, CEO de WKF, le 4 décembre 2008, d'une réduction d'effectifs à venir.

Si nous ne connaissons pas encore le détail de ce plan de réorganisation, nous tenons d'ores et déjà à en condamner le fondement même. En effet, Wolters Kluwer France est une entreprise qui se porte bien, malgré la crise actuelle : pour nous la seule explication est une logique exclusivement financière.

À l'heure où tout le monde s'accorde dans les paroles sur la condamnation d'un capitalisme purement financier qui nous a conduits droit dans une crise économique et sociale majeure, la direction de Wolters Kluwer entend, quant à elle, continuer comme si de rien n'était : Nancy Mc Kinstry, PDG de Wolters Kluwer (4<sup>e</sup> salaire des PDG des Pays-Bas, avec 5,5 millions d'euros de rémunération annuelle, dont 628000 euros de bonus) a annoncé pour 2009 sa volonté de maintenir un bénéfice net par action entre 1,41

et 1,46 euro et un bénéfice opérationnel (Ebita) « conforme » à celui de 2008, soit 20,1 %. Pour y parvenir, elle compte encore renforcer son programme de réduction des coûts pour économiser 55 millions d'euros en 2009 puis jusqu'à 120 millions à partir de 2011.

Les salariés de WKF sont victimes d'une logique financière à court terme visant la satisfaction des actionnaires et l'accroissement des dividendes, ignorant toute stratégie d'investissement industriel.

Preuve en est l'emprunt de 500 millions d'euros contracté par Wolters Kluwer France auprès de la maison mère, dont le remboursement prévu jusqu'en 2022 capte tout le bénéfice opérationnel. Objectif de ce montage financier : envoyer l'argent directement dans les poches des actionnaires plutôt que de l'utiliser pour l'investissement ou des embauches.

**Nous ne saurions accepter que soient sacrifiés nos produits, nos métiers et savoir-faire sans réagir. C'est pourquoi nous avons prévu d'organiser le jour même du comité d'entreprise extraordinaire du 2 juin un rassemblement sur le parvis de notre entreprise à 12h30.**

*Rueil-Malmaison, le vendredi 29 mai 2009*

### POUR TOUT CONTACT

- Pierre-David Labani (CFDT) : 06 72 83 28 04
- Olivier Guegan (CFE-CGC) : oguegan@voila.fr
- Frédéric Mautret (CFTC) : 06 88 16 86 88

- Anne Mejias de Haro (CGT) : 06 81 70 76 66
- Frédéric Siméon (CNT) : 06 63 83 01 40
- Stéphane Jarre (SNJ) : 06 03 01 02 28